

Commune de GARGAS

date de dépôt : 02/03/2023

demandeur : Monsieur LEPENNETIER Yves

pour : construction d'une maison individuelle
avec annexe, une piscine, et une clôture

adresse terrain : Route de la Bladayre

La Gachone

84400 Gargas

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de la commune de GARGAS

Le maire de GARGAS ,

Vu la demande de permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes, présentée le 02/03/2023 par Monsieur LEPENNETIER Yves et Madame CAPELLARO Nathalie demeurant 90 Rue Eugène SUE Quartier DASST LES TROIS MARES - 97430 Le Tampon

Vu l'objet de la demande :

- pour construction d'une maison individuelle avec annexe, une piscine, et une clôture ;
- sur un terrain situé Route de la Bladayre La Gachone - 84400 Gargas;
- pour une surface de plancher créée de 97 m²;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 24/03/2010 et modifié les 30/01/2013, 02/03/2016 et 17/12/2018;

Vu la date d'affichage de l'avis de dépôt du permis de construire le 02/03/2023 ;

Vu le certificat d'urbanisme n° 08404722S0008 daté du 04/08/2022;

Vu les pièces complémentaires déposées le 04/04/2023 et le 11/05/2023 ;

Vu l'estimation d'Enedis en date du 17/01/2023,

Vu l'engagement de la commune en date du 11/05/2023 relatif au réseau public d'électricité,

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la société canal de Provence en date du 01/06/2023

Vu le règlement de la zone Uah :

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

ASPECT EXTERIEUR :

La toiture sera de couverture de tuiles rondes, de teinte paille rosée.

Les débords de toiture seront :

- Sur 1 rang de génoise pour le volume de l'annexe
- Sur 2 rangs de génoise pour la maison
- Sur gros chevrons (section approx : 11x11cm) pour les auvents : porche et abri voiture

Les gouttières et les descentes EP seront en zinc ou en alu RAL 7035

Les façades seront enduites de teinte de terre ou sables de pays, de ton soutenu (éviter un ton trop clair), la finition sera talochée.

Les volets bois battants, les portails et la porte d'entrée seront peints (ou thermolaqués).

La teinte " taupe "est validée. Leur tonalité ne sera ni trop claire, ni trop sombre (te que l'antracite).

La pompe à chaleur sera implantée sous le auvent abri-voiture, (pas de goulotte en applique).

Si la clôture est envisagée, le grillage sera non rigide de teinte vert sombre de préférence, sans muret de soubassement, doublé de végétation arbustive d'essences variées (persistants et caduques).

La piscine aura un volet roulant de protection pour le bassin, (pas de teinte vive, claire et/ou brillante).

Le revêtement intérieur du bassin aura une teinte gris/sable (éviter un ton trop clair)

Les margelles et les faces vues des parois seront en pierre de pays ou teinte pierre.

CANALISATION : les prescriptions énoncées par la société canal de Provence devront être respectées

EAU POTABLE : le raccordement du projet au réseau public d'eau potable devra respecter les prescriptions énoncées par le Syndicat Durance Ventoux service gestionnaire du réseau dans son avis ci-joint.

Le 09/06/2023

pour Le maire, *empêché*
Podjant délégué
Bruno VIGNÉ-ULMIER



INFORMATIONS :

ASPECT EXTERIEUR : soumettre le choix des teintes à la validation de l'architecte conseil, sur échantillons (enduit de façades, enduits murs de clôture, portails garage et accès, volets bois) avant le démarrage des travaux.

TAXES D'AMÉNAGEMENT : Le projet est soumis au versement de la taxe d'aménagement qui comprend une part communale et une part départementale. Le montant de cette taxe vous sera communiqué ultérieurement.

TAXE D'URBANISME : Le projet est également soumis à la redevance d'archéologie préventive. Son montant vous sera communiqué ultérieurement.

RISQUE SISMIQUE : la commune est classée en zone 3 pour le risque sismique correspondant à une sismicité modérée mais non négligeable. Les architectes, maîtres d'œuvre et constructeurs doivent tenir compte sous leur propre responsabilité des règles de construction parasismique.

REGLEMENTATION THERMIQUE: lors de la DAACT, une attestation que le projet a bien pris en compte la réglementation thermique devra être jointe.

RESEAU EAU POTABLE : les travaux de raccordement au réseau public d'eau potable seront réalisés dans un délai de douze mois à compter de l'envoi au Syndicat par le pétitionnaire de la déclaration d'ouverture de chantier.

RISQUE RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES : l'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que la commune est concernée par un risque de retrait-gonflement d'argiles. En fonction des conditions météorologiques, les sols argileux peuvent varier de volume suite à une modification de leur teneur en eau : retrait en période de sécheresse, puis gonflement au retour des pluies. Ce phénomène est susceptible d'entraîner des dégâts importants et coûteux sur les constructions. Dans certains cas, une étude géotechnique et une étude de structure sont recommandées afin de déterminer les meilleures parades à la manifestation de ces problèmes. Des informations sont disponibles sur le site

www.argiles.fr.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il

peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 5 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet.

Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations. Une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au Préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L2131-1 et L2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages pour responsabilité décennale pouvant être engager sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévue par les articles L.241-1 et suivants du code des assurances.